

ARRÊTÉ DE LA MAIRE

Extrait du registre des arrêtés du Maire

Objet : RESTRICTION MOMENTANEE A LA CIRCULATION ET AU STATIONNEMENT AU DROIT DU N°37 RUE DU DOCTEUR CALMETTE A ORLY.

LA MAIRE D'ORLY,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4, dans le cadre des pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement du Maire ;

VU le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;

VU le Code pénal ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU le règlement de voirie communale ;

VU la demande de l'entreprise EQUO CONSTRUCTION du 25 juillet 2024 ;

CONSIDERANT la nécessité de réaliser des travaux de restructuration du pôle associatif, ancien centre médical de santé de la Ville d'Orly, au droit du n°37 rue du Docteur Calmette à Orly, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : A compter du **02 Septembre 2024 et jusqu'au 30 Juin 2025 de 08h30 à 17h00**, au droit du n°37 rue du Docteur Calmette à Orly :

- Le stationnement sera neutralisé au droit des travaux sur 11 places pour installer la base de vie du chantier.
- La vitesse de circulation sera limitée à 30km/h.
- Les travaux seront signalés de part et d'autre par des panneaux de signalisation de chantier temporaire AK5.
- L'emprise des travaux se fera sur trottoir, allée et stationnement neutralisés uniquement et leur emprise sera clôturée.
- Une déviation piétonne sera mise en place sur le trottoir opposé en passant par les passages piétons à l'angle avec la rue des hautes bornes. Elle sera balisée avec panneaux KD22A.
- Les cheminements piétonniers devront être maintenus en toute sécurité pendant toute la durée des travaux.

- Lors du ramassage des déblais ainsi que des remblais, pour permettre le stationnement temporaire d'un véhicule, la circulation sera régulée par alternat manuel à l'aide de panneaux K10.
- Remise en service des espaces publics à la fin du chantier.
- En cas de détérioration, les travaux de remise en état des lieux seront réalisés aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 2 : Toute infraction au présent arrêté sera considérée comme un stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, et sera punie à ce titre d'une amende de la 2^{ème} classe et pourra donner lieu à la mise en fourrière du véhicule si son propriétaire ou son conducteur est absent ou s'il refuse de faire cesser le stationnement gênant.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : La signalisation sera mise en place par l'entreprise EQUO CONSTRUCTION - 16 rue Ampère 95300 PONTOISE chargée des travaux.

ARTICLE 5 : L'affichage du présent arrêté sera effectué par l'entreprise EQUO CONSTRUCTION. Elle assurera également l'enlèvement de l'affichage à la fin de son intervention.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun dont le délai de recours est de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commissaire de police de Choisy-le-Roi, à la Cheffe de Police Municipale et à l'entreprise EQUO CONSTRUCTION, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

« Pour la Maire et par délégation »
 Directeur du Pôle technique et environnement
 Bouichta HASKA

Fait à Orly, le 29 AOUT 2024

Imène Souid,



Maire,

Conseillère départementale du Val-de-Marne

Copies à :

- Messieurs les Commandants des casernes de Pompiers de Rungis et Choisy-le-Roi
- Société OTUS et NICOLLIN
- Etablissement Public Territorial (EPT12)
- Direction Démocratie et Vie Locale
- Direction Hygiène, Développement Durable
- Direction Cadre de Vie
- Police municipale et ASVP
- Direction de la Communication, des Relations publiques et du Protocole.
- EQUO CONSTRUCTION